

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lévis

Code géographique : 25213

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marcel Rodrigue, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-04-25

Signature

Marcel Rodrigue CPA, CA

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lévis inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



LEMIEUX NOLET
Comptables professionnels agréés
S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis no A102002

DATE 2014-04-25

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lévis et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Lévis inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

André Matte

André Matte, CPA auditeur, CA
Vérificateur général de la Ville de Lévis

DATE 25 avril 2014

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	173 538 080	182 396 759	182 695 526				182 695 526	
2 Compensations tenant lieu de taxes	6 910 966	7 009 487	7 209 195				7 146 688	
3 Quotes-parts						14 213 697		
4 Transferts	13 232 744	14 697 312	18 414 904				22 303 571	
5 Services rendus	8 307 666	7 022 716	9 443 191			4 776 794	16 580 890	
6 Imposition de droits	11 223 703	7 268 750	8 837 294			7 179 831	8 837 294	
7 Amendes et pénalités	3 677 048	3 485 200	3 081 264				3 081 264	
8 Intérêts	1 230 494	1 054 000	1 356 033			231 352	1 587 385	
9 Autres revenus	3 406 184	3 411 818	6 127 284			2 685 424	8 012 708	
10	221 526 885	223 276 042	237 164 691			29 087 098	260 245 326	
Investissement								
11 Taxes								
12 Quotes-parts								
13 Transferts	5 485 190	17 059 000	11 120 867			3 765 329	14 886 196	
14 Autres revenus								
15 Contributions des promoteurs	9 843 196	281 000	13 522 228				13 522 228	
16 Autres	833 609	10 850 000	55 913				55 913	
17 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales								
18	16 161 995	28 190 000	24 699 008			3 765 329	28 464 337	
19	237 688 880	251 466 042	261 863 699			32 852 427	278 709 663	
Charges								
20 Administration générale	21 414 490	24 761 703	25 265 142		1 255 892		26 521 034	
21 Sécurité publique	39 900 360	44 202 689	45 977 450		3 196 963		49 174 413	
22 Transport	34 139 706	36 796 998	36 765 074		10 995 500	23 605 105	60 754 448	
23 Hygiène du milieu	36 156 950	36 045 825	38 162 553		15 639 849	4 206 539	54 825 637	
24 Santé et bien-être	2 606 807	3 516 700	2 252 326				2 252 326	
25 Aménagement, urbanisme et développement	13 617 950	14 646 477	15 608 199		320 991	1 811 567	16 328 829	
26 Loisirs et culture	27 648 953	30 656 900	29 816 289		4 392 533	800 000	34 208 822	
27 Réseau d'électricité								
28 Frais de financement	12 534 122	14 365 116	13 725 590			1 223 642	14 949 232	
29 Amortissement des immobilisations	32 800 110	32 800 111	35 801 728		(35 801 728)			
30	220 819 448	237 792 519	243 374 351			31 646 853	259 014 741	
Excédent (déficit) de l'exercice	16 869 432	13 673 523	18 489 348			1 205 574	19 694 922	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 869 432	13 673 523	18 489 348	1 205 574	19 694 922	
Moins: revenus d'investissement	2	(16 161 995)	(28 190 000)	(24 699 008)	(3 765 329)	(28 464 337)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	707 437	(14 516 477)	(6 209 660)	(2 559 755)	(8 769 415)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations	4	32 800 110	32 800 111	35 801 728	4 356 353	40 158 081	
Amortissement	5	156 571		202 043	1 700	203 743	
Produit de cession	6	(156 571)		(164 043)	388	(163 655)	
(Gain) perte sur cession	7						
Réduction de valeur / Reclassement	8	32 800 110	32 800 111	35 839 728	4 358 441	40 198 169	
Propriétés destinées à la revente	9						
Coût des propriétés vendues	10	603 142		2 612 868		2 612 868	
Réduction de valeur / Reclassement	11	603 142		2 612 868		2 612 868	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales	12				585 776	585 776	
Remboursement ou produit de cession	13				(5 554)	(5 554)	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	14				(33 757)	(33 757)	
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	15				546 465	546 465	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 057 737	5 810 000	2 731 060	349 140	3 080 200	
Remboursement de la dette à long terme	17	(22 856 692)	(25 368 990)	(26 442 384)	(2 748 675)	(29 191 059)	
	18	(18 798 955)	(19 558 990)	(23 711 324)	(2 399 535)	(26 110 859)	
Affectations	19	(698 306)	(400 000)	(644 984)	(730 948)	(1 375 932)	
Activités d'investissement	20	368 333		309 198	2 013	311 211	
Excédent (déficit) accumulé	21	2 298 190	2 381 958	3 442 711	340 011	3 782 722	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	(5 377 794)	(2 298 646)	(4 796 407)	(505 125)	(5 301 532)	
Réserves financières et fonds réservés	23	(1 250 389)	1 592 044	(466 888)	21 666	(445 222)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(4 659 966)	1 275 356	(2 156 370)	(872 383)	(3 028 753)	
	26	9 944 331	14 516 477	12 584 902	1 632 988	14 217 890	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	10 651 768		6 375 242	(926 767)	5 448 475	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	16 161 995	28 190 000	24 699 008	3 765 329	28 464 337
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(956 907)	(1 482 000)	(1 235 579)	(128 507)	(1 364 086)
Sécurité publique	3	(6 236 418)	(5 736 000)	(4 503 729)	()	(4 503 729)
Transport	4	(30 704 424)	(31 115 000)	(32 382 761)	(3 884 220)	(36 266 981)
Hygiène du milieu	5	(30 711 954)	(52 390 000)	(39 475 669)	(15 805)	(39 459 864)
Santé et bien-être	6	()	(20 000)	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(553 203)	(6 970 000)	(121 695)	(16 122)	(137 817)
Loisirs et culture	8	(5 961 392)	(28 339 000)	(4 186 960)	()	(4 186 960)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(75 124 298)	(126 052 000)	(81 906 393)	(4 013 044)	(85 919 437)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(765 414)	()	(1 558 256)	()	(1 558 256)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Emission ou acquisition	12	()	()	()	(1 135 006)	(1 135 006)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	48 327 112	90 566 000	44 755 348	12 758 469	57 513 817
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	698 306	400 000	644 984	730 948	1 375 932
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(531 842)	2 416 000	2 045 000		2 045 000
Excédent de fonctionnement affecté	16	44 900		39 900		39 900
Réserves financières et fonds réservés	17	6 339 665	4 480 000	7 354 270	1 135 006	8 489 276
	18	6 551 029	7 296 000	10 084 154	1 865 954	11 950 108
	19	(21 011 571)	(28 190 000)	(28 625 147)	9 476 373	(19 148 774)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(4 849 576)	(3 926 139)		13 241 702	9 315 563

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 869 432	13 673 523	18 489 348	1 205 574	19 694 922	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(75 124 298)	(126 052 000)	(81 906 393)	(4 013 044)	(85 919 437)	
Produit de cession	3	156 571		202 043	1 700	203 743	
Amortissement	4	32 800 110	32 800 111	35 801 728	4 356 353	40 158 081	
(Gain) perte sur cession	5	(156 571)		(164 043)	388	(163 655)	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(42 324 188)	(93 251 889)	(46 066 665)	345 397	(45 721 268)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(162 271)		1 054 611		1 054 611	
Variation des stocks de fournitures	9	53 393		(262 052)	33 676	(228 376)	
Variation des autres actifs non financiers	10	1 201 703		(1 636 115)	(147 864)	(1 783 979)	
	11	1 092 825		(843 556)	(114 188)	(957 744)	
	12	(24 361 931)	(79 578 366)	(28 420 873)	1 436 783	(26 984 090)	
	13						
Gains (pertes) de réévaluation nets							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(24 361 931)	(79 578 366)	(28 420 873)	1 436 783	(26 984 090)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(224 653 748)		(249 073 377)	(29 277 049)	(278 350 426)	
Redressement aux exercices antérieurs	16	(57 698)		(1 415 783)	359 475	(1 056 308)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(224 711 446)		(250 489 160)	(28 917 574)	(279 406 734)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(249 073 377)		(278 910 033)	(27 480 791)	(306 390 824)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2012		2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	28 578 660	14 210 355	2 541 507	16 751 862
Placements temporaires	2			640 828	640 828
Débiteurs (note 5)	3	91 336 976	100 173 666	29 429 324	129 309 793
Prêts (note 6)	4	107 151	107 151	1 428 109	1 535 260
Placements à long terme (note 7)	5			3 507 533	3 507 533
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	120 022 787	114 491 172	37 547 301	151 745 276
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	22 487 024	30 536 343	8 020 316	38 556 659
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	57 269 164	55 460 976	7 139 604	62 307 383
Revenus reportés (note 12)	13	1 317 443	1 168 584	110 083	1 278 667
Dette à long terme (note 13)	14	285 078 233	304 932 502	49 795 189	354 727 691
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 944 300	1 302 800	(37 100)	1 265 700
	16	369 096 164	393 401 205	65 028 092	458 136 100
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(249 073 377)	(278 910 033)	(27 480 791)	(306 390 824)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	747 880 230	793 946 897	69 055 715	863 002 612
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	12 167 256	11 112 645		11 112 645
Stocks de fournitures	20	1 586 208	1 848 260	237 866	2 086 126
Autres actifs non financiers (note 17)	21	929 424	2 565 539	217 354	2 782 893
	22	762 563 118	809 473 341	69 510 935	878 984 276
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	15 245 828	8 377 473	1 452 841	9 830 314
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	16 963 316	21 593 236	3 473 136	25 066 372
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(4 623 461)	(22 287 779)	(737 939)	(23 025 718)
Financement des investissements en cours	26	(17 549 651)	(22 456 785)	(2 289 043)	(24 745 828)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	503 453 709	545 337 163	40 131 149	585 468 312
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	513 489 741	530 563 308	42 030 144	572 593 452

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 869 432	18 489 348	1 205 574	19 694 922
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	32 800 110	35 801 728	4 356 353	40 158 081
Autres					
- Gain cession d'immo/placements	3	(156 571)	(164 043)	(598)	(164 641)
- Écart/Redress.exerc.antérieurs	4	(57 698)	(1 415 783)		(1 415 783)
	5	49 455 273	52 711 250	5 561 329	58 272 579
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	3 743 814	(8 836 690)	(2 834 822)	(12 437 643)
Autres actifs financiers	7	(1 033 853)	(3 481 727)		(3 481 727)
Créditeurs et charges à payer	8	2 386 000	(1 808 188)	(559 860)	(1 601 917)
Revenus reportés	9	(78 713)	(148 859)	11 413	(137 446)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(3 392 200)	(1 641 500)	(7 200)	(1 648 700)
Propriétés destinées à la revente	11	(162 271)	1 054 611		1 054 611
Stocks de fournitures	12	53 393	(262 052)	33 676	(228 376)
Autres actifs non financiers	13	1 201 703	(1 636 115)	(146 291)	(1 782 406)
	14	52 173 146	35 950 730	2 058 245	38 008 975
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	75 124 298 ) (	81 906 393 ) (	4 013 044 ) (	85 919 437)
Produit de cession	16	156 571	202 043	1 700	203 743
	17	(74 967 727)	(81 704 350)	(4 011 344)	(85 715 694)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	1 135 006 ) (	1 135 006)
Remboursement ou cession	19			585 776	585 776
Variation nette des placements temporaires	20			153 649	153 649
Variation nette des autres placements à long terme	21			(124 686)	(124 686)
	22			(520 267)	(520 267)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	56 594 057	50 595 768	26 261 405	76 857 173
Remboursement de la dette à long terme	24 (	26 465 670 ) (	30 289 520 ) (	3 413 336 ) (	33 702 856)
Variation nette des emprunts temporaires	25	672 396	8 049 319	(21 622 760)	(13 573 441)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(243 314)	(451 980)	(301 483)	(753 463)
Autres					
- Transfert SOLIDE	27			51 174	51 174
-	28				
	29	30 557 469	27 903 587	975 000	28 878 587
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	7 762 888	(17 850 033)	(1 498 366)	(19 348 399)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	13 138 061	20 900 949	3 729 902	24 630 851
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice					
	32	20 900 949	3 050 916	2 231 536	5 282 452

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>Réalisations 2012</u> Administration municipale	<u>Budget 2013</u> Administration municipale	<u>Réalisations 2013</u> Organismes contrôlés	<u>Total</u> consolidé ¹
Rémunération	1 74 816 006	81 973 273	8 921 111	89 765 483
Charges sociales	2 18 738 030	23 139 490	1 918 848	24 381 303
Biens et services	3 57 195 850	58 791 385	13 080 810	78 109 983
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4 9 523 427	10 044 718	798 272	10 541 202
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6 1 313 703	1 505 798	322 123	1 615 006
D'autres tiers	7 5 594	4 620		4 620
Autres frais de financement	8 1 691 398	2 814 600	103 247	2 788 404
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9 508 698	525 213	524 451	524 451
Autres	10 13 412 043	13 943 316	127 598	437 964
Autres organismes	11 5 321 640	5 435 498	906 520	5 352 700
Amortissement des immobilisations	12 32 800 110	32 800 111	4 356 353	40 158 081
Autres				
- Réclamation dommages & intérêt	13 456 682	6 819 117	524 088	524 088
- Aide financière, contributions	14 4 953 495	3 467 820	3 467 820	3 467 820
- Créances douteuses ou irrecouv	15 82 772	231 665	1 111 971	1 343 636
	16 220 819 448	237 792 519	31 646 853	259 014 741

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	182 396 759	182 695 526	173 538 080
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 934 487	7 146 688	6 879 038
Quotes-parts	3	278 019		
Transferts	4	36 503 059	37 189 767	33 466 329
Services rendus	5	13 392 217	16 580 890	15 021 711
Imposition de droits	6	7 268 750	8 837 294	11 223 703
Amendes et pénalités	7	3 485 200	3 081 264	3 677 048
Intérêts	8	1 055 000	1 587 385	1 428 177
Autres revenus	9	14 307 795	21 590 849	17 012 387
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	265 621 286	278 709 663	262 246 473
Charges				
Administration générale	12	24 761 703	26 521 034	22 422 575
Sécurité publique	13	44 202 689	49 174 413	41 777 498
Transport	14	43 435 123	60 754 448	56 202 566
Hygiène du milieu	15	34 885 006	54 825 637	51 415 887
Santé et bien-être	16	3 516 700	2 252 326	2 606 807
Aménagement, urbanisme et développement	17	15 319 404	16 328 829	14 436 604
Loisirs et culture	18	30 656 900	34 208 822	31 906 428
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	18 549 543	14 949 232	13 422 026
	21	215 327 068	259 014 741	234 190 391
Excédent (déficit) de l'exercice	22	50 294 218	19 694 922	28 056 082
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		553 954 093	525 739 393
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(1 055 563)	158 618
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		552 898 530	525 898 011
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		572 593 452	553 954 093

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	50 294 218	19 694 922	28 056 082
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	139 449 948 ) (	85 919 437 ) (	100 827 162)
Produit de cession	3		203 743	199 869
Amortissement	4	35 798 683	40 158 081	36 187 593
(Gain) perte sur cession	5		(163 655)	(159 032)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(103 651 265)	(45 721 268)	(64 598 732)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		1 054 611	(162 271)
Variation des stocks de fournitures	9		(228 376)	39 198
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 783 979)	1 293 575
	11		(957 744)	1 170 502
	12	(53 357 047)	(26 984 090)	(35 372 148)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(53 357 047)	(26 984 090)	(35 372 148)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(278 350 426)	(243 136 933)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(1 056 308)	158 655
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(279 406 734)	(242 978 278)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(306 390 824)	(278 350 426)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	16 751 862	32 323 960
Placements temporaires	2	640 828	1 158 930
Débiteurs (note 5)	3	129 309 793	116 698 583
Prêts (note 6)	4	1 535 260	913 709
Placements à long terme (note 7)	5	3 507 533	3 262 842
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	151 745 276	154 358 024
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	38 556 659	52 141 800
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	62 307 383	63 909 300
Revenus reportés (note 12)	13	1 278 667	1 416 113
Dettes à long terme (note 13)	14	354 727 691	312 326 837
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 265 700	2 914 400
	16	458 136 100	432 708 450
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(306 390 824)	(278 350 426)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	863 002 612	817 280 580
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 112 645	12 167 256
Stocks de fournitures	20	2 086 126	1 857 748
Autres actifs non financiers (note 17)	21	2 782 893	998 935
	22	878 984 276	832 304 519
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	572 593 452	553 954 093

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 694 922	28 056 082
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	40 158 081	36 187 593
Autres			
- Gain sur cession immos	3	(164 641)	(159 032)
- Écart/Redress.exerc.antérieurs	4	(1 415 783)	262 098
	5	58 272 579	64 346 741
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(12 437 643)	(467 257)
Autres actifs financiers	7	(3 481 727)	(998 449)
Créditeurs et charges à payer	8	(1 601 917)	2 559 693
Revenus reportés	9	(137 446)	(571 660)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 648 700)	(3 421 800)
Propriétés destinées à la revente	11	1 054 611	(162 271)
Stocks de fournitures	12	(228 376)	39 198
Autres actifs non financiers	13	(1 782 406)	1 293 613
	14	38 008 975	62 617 808
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(85 919 437)	(100 827 162)
Produit de cession	16	203 743	199 869
	17	(85 715 694)	(100 627 293)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(1 135 006)	(291 805)
Remboursement ou cession	19	585 776	320 456
Variation nette des placements temporaires	20	153 649	(3 237)
Variation nette des autres placements à long terme	21	(124 686)	(401 273)
	22	(520 267)	(375 859)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	76 857 173	62 591 957
Remboursement de la dette à long terme	24	(33 702 856)	(29 235 411)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(13 573 441)	14 828 127
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(753 463)	(255 308)
Autres			
- Transfert SOLIDE	27	51 174	
-	28		
	29	28 878 587	47 929 365
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(19 348 399)	9 544 021
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	24 630 851	15 086 830
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	5 282 452	24 630 851

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la Loi portant sur la réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes suivants: Société de transport de Lévis, Société de développement économique de Lévis (CLD) et Célébrations Lévis 2011. De plus, la Ville participe au partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière pour l'exercice est de 94,0688 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 94,5094 % en début d'exercice à 94,4716 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

C) Actifs financiers

Les prêts et placements à long terme sont comptabilisés au coût.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à compter de l'année suivant leur transfert à la catégorie d'immobilisation appropriée, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	de 5 à 40 ans
Bâtiments	de 15 à 40 ans
Améliorations locatives	de 5 à 15 ans
Véhicules	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 4 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	de 5 à 20 ans
Autres	de 1 à 20 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville, la Société de transport de Lévis, la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville, la Société de transport de Lévis, la Société de développement économique de Lévis (CLD) et la Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Société de transport de Lévis sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur liée au marché lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA ;

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : devra avoir été complètement renversé au terme de la DMERCA .

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie : sera financé à long terme en 2014.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Encaisse et placements affectés**

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les frais relatifs à la confection du rôle d'évaluation sont amortis linéairement sur 3 ans.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté le chapitre SP 3410 Paiements de transfert. Elle a appliqué ce chapitre rétroactivement sans retraitement des chiffres des exercices antérieurs. L'application de ce nouveau chapitre a réduit l'excédent (déficit) de fonctionnement non affecté au 1er janvier 2013 de 1 200 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	12 273 714	8 641 747
Placements temporaires	2	56 641	210 290
Placements à long terme	3	3 172 855	3 048 169
Note			
Des montants de 278 559 \$ en encaisse et 3 172 855 \$ en placements à long terme sont affectés à la gestion post-fermeture du site d'enfouissement et sont détenus en fiducie.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	34 056 842	32 355 109
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	79 898 411	71 957 772
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	7 895 318	5 777 917
Organismes municipaux	8	252 501	64 573
Autres			
- Cour municipale	9	1 020 804	1 358 975
- Autres débiteurs	10	6 185 917	5 184 237
	11	129 309 793	116 698 583
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	51 265 364	39 876 646
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	86 184	112 604
	15	51 351 548	39 989 250
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 934 205	1 648 467
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	107 151	107 151
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts du FLI	19	1 428 109	806 558
-	20		
	21	1 535 260	913 709
Note			
Les prêts octroyés par la SDE sont présentés nets d'une provision de 143 443 \$.			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	334 678	214 673
Autres placements	23	3 172 855	3 048 169
	24	3 507 533	3 262 842
Note			
Les placements à titre d'investissement sont constitués d'actions dans des sociétés privées et investies dans le cadre du fonds local d'investissement.			
Les autres placements à long terme sont constitués d'obligations dont les taux d'intérêt			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2013

2012

varient de 2,20 % à 10,25 % et échéant de 2014 à 2022.

Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(1 102 300)	(2 768 100)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(163 400)	(146 300)
	27	<u>(1 265 700)</u>	<u>(2 914 400)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	13 370 100	10 633 300
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	21 100	15 100
Régimes à cotisations déterminées	30	136 878	85 747
Autres régimes (REER et autres)	31	213 631	258 075
Régimes de retraite des élus municipaux	32	283 386	280 417
	33	<u>14 025 095</u>	<u>11 272 639</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	26 101 463	27 600 336
Salaires et avantages sociaux	38	23 563 212	24 203 125
Dépôts et retenues de garantie	39	6 716 160	7 314 828
Provision pour contestations d'évaluation	40	534 559	357 088
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	3 070 405	2 237 537
Autres			
- Intérêts courus	42	2 015 035	1 897 761
- Gouvernement du Québec	43	291 309	279 821
- Organismes municipaux	44	9 597	12 854
- Autres courus	45	5 643	5 950
-	46		
	47	<u>62 307 383</u>	<u>63 909 300</u>

Note

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Conformément à la convention de fiducie intervenue le 14 juillet 1998 et selon les exigences précisées à la "condition 21" du décret numéro 701-98 adopté par le gouvernement du Québec en date du 27 mai 1998 et modifié par le décret numéro 1083-2007 du 5 décembre 2007, la régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture du site d'enfouissement.

Le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture de la régie est constaté dans ses états financiers en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique (en mètres cubes).

Au 31 décembre 2013, le passif présenté au titre des activités de fermeture est de 208 000 \$ et celui présenté au titre des activités d'après-fermeture est de 3 056 000 \$. Le total

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2013

2012

des dépenses estimatives rattachées aux activités de fermeture et d'après-fermeture est de 895 000 \$ pour l'exercice 2013. Le solde restant à constater est de 11 698 255 \$ pour une capacité restante de la décharge de 1 764 135 mètres cubes. La durée de vie restante estimative de la décharge est de 27 ans. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Selon les exigences précisées à la "condition 21" du décret, la régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement sanitaire autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation, laquelle prendra fin le 28 février 2041, des contributions dont la valeur totale doit être équivalente à la valeur que représente la somme de 3 181 952 \$ actualisée (montant exprimé en dollars de 1998), par indexation au 1er janvier de chacune des années ou parties d'années comprises dans la période d'exploitation, sur la base du taux de variation des indices des prix à la consommation pour le Canada. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Le montant des actifs affectés au règlement du passif au titre des activités d'après-fermeture au 31 décembre 2013 est de 3 685 877 \$.

Le règlement des activités de fermeture sera effectué à même un règlement d'emprunt.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	48	390 520	434 834
Transferts	49	103 487	89 899
Autres			
- Revenus reportés	50	610 330	632 711
- R.Retraite CARRA anciens élus	51	174 330	258 669
	52	1 278 667	1 416 113

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	4,80	2014	2023	53	352 980 588	309 735 519
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,56	5,00	2014	2026	57	5 111 232	5 854 657
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	2,00	2,00	2014	2028	60	882 673	230 000
					61	358 974 493	315 820 176
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(4 246 802)	(3 493 339)
					63	354 727 691	312 326 837

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2014	64	72	35 524 236	80	89	606 355	97	36 130 591
2015	65	73	33 440 674	81	90	552 828	98	33 993 502
2016	66	74	32 217 756	82	91	891 956	99	33 109 712
2017	67	75	31 441 527	83	92	1 150 533	100	32 592 060
2018	68	76	30 835 688	84	93	662 052	101	31 497 740
2019 et +	69	77	189 520 707	85	94	2 130 181	102	191 650 888
	70	78	352 980 588	86	95	5 993 905	103	358 974 493
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	352 980 588	88	96	5 993 905	105	358 974 493

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité		106
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes		107
Autres		108
		109

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	231 648 448	138	11 079 618	165		192	242 728 066
Eaux usées	111	311 422 631	139	12 546 538	166		193	323 969 169
Chernins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	329 464 613	140	17 071 193	167		194	346 535 806
Autres	113	137 643 062	141	6 553 841	168		195	144 196 903
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	133 945 284	143	13 499 347	170		197	147 444 631
Améliorations locatives	116	3 585 313	144	10 749	171		198	3 596 062
Véhicules	117	74 813 296	145	3 324 696	172	1 571 560	199	76 566 432
Ameublement et équipement de bureau	118	29 627 669	146	1 788 567	173	4 421	200	31 411 815
Machinerie, outillage et équipement divers	119	34 452 084	147	3 372 456	174	222 740	201	37 601 800
Terrains	120	15 878 464	148	2 299 203	175		202	18 177 667
Autres	121	649 391	149		176		203	649 391
	122	<u>1 303 130 255</u>	150	<u>71 546 208</u>	177	<u>1 798 721</u>	204	<u>1 372 877 742</u>
Immobilisations en cours	123	<u>51 910 351</u>	151	<u>14 373 229</u>	178		205	<u>66 283 580</u>
	124	<u>1 355 040 606</u>	152	<u>85 919 437</u>	179	<u>1 798 721</u>	206	<u>1 439 161 322</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	65 307 273	153	5 701 892	180		207	71 009 165
Eaux usées	126	137 805 265	154	7 690 753	181		208	145 496 018
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	139 306 429	155	7 809 217	182		209	147 115 646
Autres	128	75 789 989	156	4 690 038	183		210	80 480 027
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	47 716 701	158	3 341 903	185		212	51 058 604
Améliorations locatives	131	1 538 065	159	239 380	186		213	1 777 445
Véhicules	132	30 899 221	160	6 058 424	187	1 533 560	214	35 424 085
Ameublement et équipement de bureau	133	21 698 819	161	1 699 676	188	3 097	215	23 395 398
Machinerie, outillage et équipement divers	134	17 112 893	162	2 912 479	189	222 740	216	19 802 632
Autres	135	<u>585 371</u>	163	<u>14 319</u>	190		217	<u>599 690</u>
	136	<u>537 760 026</u>	164	<u>40 158 081</u>	191	<u>1 759 397</u>	218	<u>576 158 710</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>817 280 580</u>					219	<u>863 002 612</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	6 500 910	7 417 757
Immeubles industriels municipaux	231	4 611 735	4 749 499
Autres	232		
	233	11 112 645	12 167 256
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	11 112 645	12 167 256
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	1 829 249	715 158
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	237	953 644	283 777
-	238		
	239	2 782 893	998 935
Note			

18. Obligations contractuelles**Ville de Lévis:**

La Ville s'est engagée à assumer 10% du déficit d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lévis.

La Ville s'est engagée envers certains fournisseurs et employés contractuels pour une somme de 61 083 300\$ au 31 décembre 2013.

Ces engagements concernent principalement l'entretien de propriétés appartenant à la Ville, le déneigement de rues, l'entretien du réseau d'éclairage, la cueillette et le transport des ordures et des matières recyclables incluant la fourniture de bacs roulants, la fourniture et livraison de carburant, la fourniture de services professionnels et l'engagement d'employés contractuels.

Les échéances se répartissent comme suit:

2014:	27 189 508\$
2015:	16 512 926\$
2016:	8 299 165\$
2017:	3 119 033\$
2018:	2 657 631\$
2019 à 2028:	3 305 037\$

Société de développement économique de Lévis (CLD):

Les versements relatifs à des contrats de location d'espaces à bureau et d'équipements échéant respectivement en mai 2018 et en décembre 2018 totalisent 367 713\$ et se répartissent comme suit: 2014 à 2017 - 82 371\$ et 2018 - 38 229\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Au 31 décembre 2013, le conseil d'administration avait approuvé des projets totalisant des aides financières totales de 162 000\$, 42 456\$ et 24 000\$ dans le cadre du fonds de développement des entreprises d'économie sociale, du fonds des jeunes promoteurs et du fonds Triple F respectivement ainsi que des prêts de 54 167\$ pour le fonds local d'investissement, de 41 667\$ pour le fonds local de solidarité et 29 167\$ pour le fonds Triple F pour lesquels les déboursés n'ont pas encore eu lieu.

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière:

En vertu de l'entente relative à la constitution de la régie, celle-ci s'est engagée à verser une compensation à la municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon pour la durée de l'entente, soit 75 ans. La compensation est de 3.1882\$ la tonne métrique représentant une dépense de 135 643 \$ en 2013 et elle sera indexée jusqu'en 2014 au taux de 1,91 %. La compensation annuelle ne peut être inférieure à 80 000 \$.

La régie s'est engagée en vertu d'un contrat échéant le 31 décembre 2018 pour l'exploitation du lieu d'enfouissement sanitaire de Saint-Lambert-de-Lauzon. Les versements estimatifs totaux s'élèvent à 2 129 440\$ et se répartissent comme suit: 2014 à 2018 - 425 888 \$, basé sur un tonnage annuel approximatif de 43 000 tonnes métriques de déchets.

Les versements relatifs à un contrat de déneigement échéant au printemps 2018 totalisent 124 388 \$ et se répartissent comme suit: 2014 à 2017 - 26 187\$ et 2018 - 19 640\$.

La régie a signé un contrat d'entretien des aérateurs et des pompes échéant au printemps 2016. Les versements totalisent 61 604 \$ et se répartissent comme suit : 2014- 23 853\$, 2015- 24 061 \$ et 2016- 13 690 \$.

Les versements relatifs à un contrat d'analyse des eaux souterraines, de surface et de lixiviation échéant en 2014 totalisent 6 582 \$.

Société de transport de Lévis:

Les versements relatifs à divers contrats de location, d'entretien et à d'autres services échéant de 2014 à 2016 totalisent 280 699\$ et se répartissent comme suit: 2014 - 133 855\$; 2015 - 102 488\$ et 2016 - 44 356\$.

De plus, la Société a signé quatre contrats de transport adapté échéant en février 2014 et en décembre 2016. Les versements relatifs à ces contrats totalisent 821 741\$ et se répartissent comme suit: 2014 - 298 981\$; 2015 - 258 786\$ et 2016 - 263 974\$.

La Société a également signé un contrat de transport en commun échéant en décembre 2016. Les versements relatifs à ce contrat totalisent 9 609 080\$ et se répartissent comme suit: 2014 - 3 119 224\$; 2015 - 3 212 800\$ et 2016 - 3 277 056\$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Parc Nautique Lévy (1984) inc.

La Ville a signé une convention avec Parc Nautique Lévy (1984) inc., par laquelle elle accepte de cautionner la Corporation pour un montant maximal de 340 000\$ aux fins de financer le projet d'agrandissement à la Marina. Le solde du cautionnement au 31 décembre

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2013 s'élève à 104 859\$.

Club de ski de fond Saint-Jean-Chrysostome

La Ville s'est portée caution solidaire des obligations du Club de ski aux termes d'un contrat de prêt dont le solde est de 8 935\$ au 31 décembre 2013.

Scouts & Guides Saint-Jean-Chrysostome

La Ville s'est portée caution solidaire des obligations du 129e Groupe Scouts & Guides au terme d'un contrat de prêt dont le solde est de 2 344\$ au 31 décembre 2013.

Club de Curling Etchemin (1961) ltée

Dans le cadre du projet d'ajout de 2 glaces à l'immeuble situé au 235 rue Saint-Robert, la Ville a accepté de cautionner le Club de Curling Etchemin (1961) ltée pour un montant maximal de 350 000\$, ce cautionnement étant garanti par une hypothèque du même montant affectant ledit immeuble. Le solde de l'emprunt est de 39 401\$ au 31 décembre 2013.

Complexe de soccer Honco de Lévis

La Ville s'est engagée, jusqu'en 2027, à verser au Complexe de soccer Honco de Lévis un montant correspondant à tout déficit annuel d'encaisse jusqu'à concurrence d'un montant de 100 000\$ annuellement. Le déficit annuel d'encaisse correspond aux profits nets plus l'amortissement des immobilisations moins la portion capital du remboursement de la dette moins l'amortissement des apports reportés affectés aux immobilisations.

De plus, la Ville a consenti un cautionnement personnel dégressif des obligations de la Corporation Complexe de soccer Honco de Lévis pour un montant n'excédant pas la moitié du solde de l'emprunt hypothécaire consenti pour un montant de 5 500 000\$ pour la construction du Complexe. Le solde des emprunts au 31 décembre 2013 s'élève à 4 493 334\$, donc pour un solde de cautionnement consenti par la Ville de 2 246 667\$.

b) Auto-assurance

En responsabilité civile générale, la Ville couvre elle-même les réclamations jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ par sinistre. Une réserve financière a d'ailleurs été créée en 2002 afin de niveler sur plusieurs exercices les impacts financiers qui pourraient en résulter.

c) Poursuites

Différentes poursuites et réclamations contre la Ville totalisent environ 67 600 000 \$. Dans plusieurs cas, de l'avis des procureurs de la Ville, les montants réclamés sont nettement exagérés ou non fondés et la défense de la Ville est considérée comme très sérieuse.

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une influence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

24. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les sommes qui ne peuvent être utilisées pour les opérations courantes, en raison de restrictions quelconques ou parce qu'elles sont réservées à d'autres fins, ne sont pas incluses dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de :

Encaisse	4 698 263 \$
Placements temporaires	584 189 \$
Total	5 282 452 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 9 830 314	19 109 750
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 25 066 372	21 030 898
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (23 025 718 ) (	23 168 128)
Financement des investissements en cours	4 (24 745 828)	(32 565 721)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 585 468 312	569 547 294
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 572 593 452	553 954 093

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Ex-municipalités	8 575 282	735 889
- Affectation exercice suivant	9 2 047 339	2 344 322
- Excédent aff. Cession actifs	10 312 401	769 301
- Aff. projets act.fin.non term	11 3 716 415	1 991 353
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 6 651 437	5 840 865

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Fonds affectés SDE	18 634 805	482 931
- Exercice suivant	19 280 168	341 035
- Act. après fermeture	20 577 663	1 190 474
	21 1 492 636	2 014 440

Réserves financières

- Fonds autoass, franchise assur	22 781 681	565 819
- Développement du territoire	23 4 405 063	2 419 020
- Réserve pourvoir régime de ret	24 1 000 000	
- C. eau/lutte criminalité/autre	25 508 524	450 000
- Déneig. énergie assign. temp.	26 1 669 915	1 721 031
	27 8 365 183	5 155 870

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 4 077 637	2 863 204
Fonds parcs et terrains de jeux	29 1 438 754	1 283 065
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 374 017	461 028
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 100 911	324 217
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 1 894 793	2 048 590
Financement des activités de fonctionnement	33 497 339	196 436
Autres		
- Fonds FLI	34 173 665	843 183
-	35	
-	36	
-	37	
	38 8 557 116	8 019 723
	39 25 066 372	21 030 898

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (358 163)	(479 318)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (98 433)	(154 519)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (1 147 500)	(1 262 300)
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	()
Autres	45 (2 564 200)	(2 748 700)
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 (195 663)	(164 344)
Autres		
-	48 ()	()
-	49 ()	()
	50 (4 363 959)	(4 809 181)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (18 661 759)	(18 358 947)
	52 (23 025 718)	(23 168 128)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 15 063 293	10 658 310
Investissements à financer	54 (39 809 121)	(43 224 031)
	55 (24 745 828)	(32 565 721)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 863 002 612	817 280 580
Propriétés destinées à la revente	57 11 112 645	12 167 256
Prêts	58 1 535 260	913 709
Placements à titre d'investissement	59 334 678	214 673
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 875 985 195	830 576 218
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 354 727 691	312 326 837
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 4 246 802	3 493 339
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (51 351 548)	(39 989 250)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (16 678 566)	(16 390 816)
	66 290 944 379	259 440 110
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 (427 496)	1 588 814
	68 290 516 883	261 028 924
	69 585 468 312	569 547 294

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Description générale

Les régimes de retraite à prestations déterminées ont pour but d'accumuler les sommes nécessaires au versement de rentes viagères aux employés lors de leur retraite. Celles-ci sont calculées en fonction du nombre d'années de service et d'un pourcentage préétabli de la rémunération. Les paramètres servant à fixer la rente varient d'un régime à l'autre.

Depuis 2006, tous les employés de la Ville de Lévis cotisant à un régime de prestations déterminées le font dans un seul régime soit le nouveau régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lévis qui a été créé le 1er janvier 2004.

Le régime de retraite à prestations déterminées de la Société de transport de Lévis est en vigueur depuis le 1er janvier 2011 et s'applique au personnel cadre et professionnel non syndiqué.

Prestations:

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant varie en fonction du régime auquel il a participé et de la fonction qu'il occupe.

Ces prestations sont en général basées sur le salaire final moyen, sauf dans le cas d'un régime inactif qui tient compte du salaire de chaque année de contribution, redressé en fonction d'une indexation. Le pourcentage préétabli varie de 1,4% à 2,00% par année de service. Il peut être réduit, selon le régime et le groupe d'employés, d'un pourcentage du maximum des gains admissibles fixé par la Régie des Rentes du Québec.

Enfin pour certains groupes d'employés, des prestations de raccordement peuvent être accordées entre la date de retraite anticipée et la date normale de retraite.

Politiques de capitalisation et de placement:

Régimes à prestations déterminées: Les politiques de capitalisation et de placement varient d'un régime à l'autre, selon les choix des comités de retraite et en fonction des dispositions des régimes.

Études actuarielles:

Tous les régimes font l'objet d'une évaluation actuarielle à tous les trois ans, préparée par des actuaires, en fonction des dispositions légales applicables à ces types de régimes de retraite. Les dernières évaluations sont en date du 31 décembre 2011 et du 31 décembre 2012 pour les régimes de la Ville et au 1er janvier 2011 pour celui de la Société de transport de Lévis.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 768 100)	(6 201 000)
Charge de l'exercice	5 (13 370 100)	(10 633 300)
Cotisations versées par l'employeur	6 15 035 900	14 066 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(1 102 300)</u>	<u>(2 768 100)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 198 392 300	169 898 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (237 307 900)	(217 966 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (38 915 600)	(48 067 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 37 813 300	45 299 700
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (1 102 300)	(2 768 100)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(1 102 300)</u>	<u>(2 768 100)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 198 392 300	169 898 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (237 307 900)	(217 966 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (38 915 600)	(48 067 800)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 13 953 000	13 574 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 13 953 000	13 574 800
Cotisations salariales des employés	21 (6 079 800)	(5 882 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (36 000)	(99 100)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 7 837 200	7 592 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 2 953 400	1 501 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>10 790 600</u>	<u>9 093 800</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 12 829 000	10 698 700
Rendement espéré des actifs	33 (10 249 500)	(9 159 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 2 579 500	1 539 500
Charge de l'exercice	35 <u>13 370 100</u>	<u>10 633 300</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 14 776 400	4 565 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (10 249 500)	(9 159 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 4 526 900	(4 593 700)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 6 100	18 588 300
Prestations versées au cours de l'exercice	41 7 434 500	5 292 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 211 664 300	169 858 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,80 %	5,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,80 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u> </u>	56 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime supplémentaire de retraite des cadres supérieurs désignés de la Ville de Lévis est entré en vigueur le 1er janvier 2011. L'objectif du RSR est de permettre à certains cadres supérieurs désignés de la Ville de Lévis de recevoir des prestations de retraite supplémentaires en excédent de celles qui sont prévues aux termes du régime de base.

Le participant qui prend sa retraite à sa date de retraite normale a droit à une rente annuelle qui commence à lui être versée à compter de sa date de retraite normale.

Le montant de cette rente est égale à:

a) 2% de son salaire final moyen multiplié par sa période de service crédité;
moins

b) le montant de la rente qui lui est payable à compter de sa date de retraite normale en vertu des dispositions du régime de base, en supposant que cette rente est payable selon le mode normal de versement prévu au régime de base.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (146 300)	(135 200)
Charge de l'exercice	58 (21 100)	(15 100)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 4 000	4 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>163 400</u>)	(<u>146 300</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (169 400)	(165 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 6 000	19 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>163 400</u>)	(<u>146 300</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 11 400	7 200
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66
	11 400	7 200
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 11 400	69 7 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 11 400	7 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 9 700	7 900
Charge de l'exercice	77 21 100	15 100
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 4	5
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 5,80 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 2

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de garage participent à un régime de retraite à cotisations déterminées administré par le Syndicat national des employés de garage du Québec inc. Les employés cotisent au régime à un taux de 7,50% et l'employeur y contribue à un taux de 10,50% du salaire régulier.

Depuis septembre 2013, les chauffeurs participent à un régime de retraite à prestations déterminées interemployeur, soit le Régime de retraite des employés municipaux du Québec. Les employés cotisent au régime à un taux de 5,50% et l'employeur y contribue à un taux de 5,75% du salaire régulier. Étant donné que ce régime est un régime interemployeur, la société comptabilise ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>136 878</u>	<u>85 747</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 4

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Lévis:

La Ville de Lévis participe à un REER collectif établi au bénéfice des brigadiers scolaires. Sa contribution est de 6,5%, tout comme celle des employés.

Régie intermunicipale de gestion des déchets des Chutes-de-la-Chaudière:

La Régie contribue au régime enregistré d'épargne retraite collectif des employés pour un montant équivalent à 4 % de leur salaire brut annuel. Le pourcentage est porté à 6% après 4 années de service continu et à 8 % ou 9 % après 9 années de service continu. La contribution de l'employeur est conditionnelle à ce que les employés-cadres participent audit régime dans les mêmes proportions.

Société de transport de Lévis:

Jusqu'en septembre 2013, les chauffeurs participaient à un reer collectif auquel ils contribuaient à un taux minimum de 3% et l'employeur à un taux de 6% du salaire régulier. Au 31 décembre 2013, il ne restait que quelques participants.

Société de développement économique de Lévis (CLD):

La Société participe au REER collectif établi au bénéfice de ses employés. Sa contribution est égale à 6% du salaire et celle des employés est de 4%.

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	213 631	258 075

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	16	17

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>59 030</u>	<u>57 777</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	199 047	197 200
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>84 339</u>	<u>83 217</u>
	98	<u>283 386</u>	<u>280 417</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale

Dette à long terme 1 308 671 655

Ajouter

Activités d'investissement à financer 2 37 457 794

Activités de fonctionnement à financer 3 1 983 191

Dette en cours de refinancement 4

Autres 5

- 6

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé 7 1 032 426

Débiteurs 8 32 266 625

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec 9

Autres montants 10

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés 11 7 516 763

Autres 12

- 13

Endettement net à long terme de l'administration municipale 14 307 296 826

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés 15 31 715 596

Endettement net à long terme 16 339 012 422

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté 17

Communauté métropolitaine 18

Autres organismes 19

Endettement total net à long terme 20 339 012 422

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts) 21

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu) 22 339 012 422

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) 23

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	105 360 159	105 319 292	99 808 751
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	25 081 000	25 170 466	21 895 994
Activités de fonctionnement	3	10 523 000	10 535 352	9 936 436
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	11 181 000	10 451 455	11 255 795
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	152 145 159	151 476 565	142 896 976
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	9 902 000	9 847 058	9 522 447
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	7 328 000	7 338 431	7 238 703
Matières résiduelles	13	12 393 300	12 450 089	12 295 964
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	628 300	627 902	627 348
Service de la dette	18		955 481	956 642
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	30 251 600	31 218 961	30 641 104
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	30 251 600	31 218 961	30 641 104
	26	182 396 759	182 695 526	173 538 080

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	234 588	230 783	201 516
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	24 916	12 265	25 306
	31	259 504	243 048	226 822
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 958 649	2 105 408	1 941 200
Cégeps et universités	33	1 105 247	1 111 207	1 079 263
Écoles primaires et secondaires	34	2 968 737	2 995 075	2 902 627
	35	6 032 633	6 211 690	5 923 090
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			938
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			938
	40	6 292 137	6 454 738	6 150 850
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	360 000	355 821	361 749
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	8 350	12 630	9 110
Taxes d'affaires	43			
	44	368 350	368 451	370 859
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	349 000	386 006	357 329
	50	349 000	386 006	357 329
	51	7 009 487	7 209 195	6 879 038

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	81 521	26 626	40 690
Sécurité publique				
Police	53	202 750	71 732	121 481
Sécurité incendie	54	13 520	13 435	15 909
Sécurité civile	55		3 109 012	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	123 759	169 723	151 405
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		2 522 147	3 100 772
Transport adapté	61		967 927	876 781
Transport scolaire	62			
Autres	63		322 123	169 480
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	75 991	76 273	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	458 775	533 473	465 075
Réseau de distribution de l'eau potable	68	56 588	50 747	69 893
Traitement des eaux usées	69	258 532	206 848	301 698
Réseaux d'égout	70	45 569	57 497	52 332
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	1 330 000	1 534 239	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			2 861 962
Tri et conditionnement	73	1 509 300	1 343 255	
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			17 001
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	14 925	17 661	29 762
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82		20 000	
Rénovation urbaine	83	679 179	897 978	1 078 370
Promotion et développement économique	84	895 506	917 886	1 010 434
Autres	85	4 891	51 629	6 580
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	133 233	131 661	373 220
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	467 118	474 730	742 285
Autres	88	206 555	123 533	62 043
Réseau d'électricité	89			
	90	6 557 712	9 827 938	11 547 173

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	3 713 200	1 991 232	1 991 232
Enlèvement de la neige	97			392 605
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			10 469 893
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105		3 765 329	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	3 785 000	5 065 171	5 065 171
Réseau de distribution de l'eau potable	107	5 282 400	2 427 112	2 427 112
Traitement des eaux usées	108			2 287 166
Réseaux d'égout	109	2 762 400	1 420 558	1 420 558
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116	10 000		
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	1 100 000		
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	100 000	207 000	207 000
Activités culturelles				441 712
Bibliothèques	126	306 000	9 794	9 794
Autres	127			538 131
Réseau d'électricité	128			121 414
	129	17 059 000	11 120 867	14 886 196
				15 955 083

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<u>Budget</u> 2013	<u>Réalisations</u> 2013	<u>Réalisations</u> 2013	<u>Réalisations</u> 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	7 927 100	8 374 463	5 751 570
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	212 500	212 503	212 503
	138	8 139 600	8 586 966	5 964 073
TOTAL DES TRANSFERTS	139	31 756 312	29 535 771	33 466 329

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	977 800	1 042 933	1 281 140
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	977 800	1 042 933	1 281 140
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		446 711	439 854
Autres	153			
	154		446 711	439 854
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	977 800	1 042 933	1 489 644
				1 720 994

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	288 979	346 124	654 808
Sécurité publique	183	512 361	685 330	668 714
Transport				
Réseau routier	184	1 222 642	2 732 480	1 403 918
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		5 960 039	5 635 448
Transport adapté	186		251 018	244 957
Transport scolaire	187			
Autres	188		18 967	15 030
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	977 041	1 694 392	1 745 674
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	602 612	627 900	585 972
Loisirs et culture	193	2 441 281	2 314 032	2 346 196
Réseau d'électricité	194			
	195	6 044 916	8 400 258	13 300 717
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	7 022 716	9 443 191	15 021 711
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	1 268 750	2 221 424	2 747 559
Droits de mutation immobilière	198	6 000 000	6 323 882	8 062 099
Droits sur les carrières et sablières	199		291 988	414 045
Autres	200			
	201	7 268 750	8 837 294	11 223 703
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 485 200	3 081 264	3 677 048
INTÉRÊTS	203	1 054 000	1 356 033	1 428 177
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(38 000)	159 032
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		4 726 587	2 766 277
Gain (perte) sur cession de placements	206		(36 114)	6 049
Contributions des promoteurs	207	281 000	13 522 228	9 843 196
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		2 331 354	2 353 082
Contributions des organismes municipaux	209			239 039
Autres	210	11 191 818	1 494 610	1 645 712
	211	11 472 818	19 705 425	17 012 387

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	2 767 798	2 629 868	110 867	2 740 735	2 740 735
Application de la loi	2	1 721 710	1 597 049	53 176	1 650 225	1 442 155
Gestion financière et administrative	3	9 137 484	8 447 198	688 527	9 135 725	8 475 773
Greffe	4	4 180 413	4 900 452	177 446	5 077 898	2 792 016
Évaluation	5	2 991 467	2 990 665	86 147	3 076 812	2 557 501
Gestion du personnel	6	2 474 499	2 845 400	58 038	2 903 438	2 831 454
Autres	7	1 488 332	1 854 510	81 691	1 936 201	1 652 383
	8	24 761 703	25 265 142	1 255 892	26 521 034	22 422 575
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	27 133 833	27 108 628	1 039 241	28 147 869	26 362 380
Sécurité incendie	10	15 697 732	14 487 298	2 157 722	16 645 020	14 109 713
Sécurité civile	11	132 061	3 188 452		3 188 452	130 394
Autres	12	1 239 063	1 193 072	1 193 072	1 193 072	1 175 011
	13	44 202 689	45 977 450	3 196 963	49 174 413	41 777 498
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	6 191 498	6 984 103	9 062 626	16 046 729	14 959 940
Enlèvement de la neige	15	17 862 716	17 197 954	1 314 329	18 512 283	16 797 204
Éclairage des rues	16	1 200 869	1 265 713	161 345	1 427 058	1 467 759
Circulation et stationnement	17	870 449	759 566		759 566	695 795
Transport collectif						
Transport en commun	18	10 671 466	10 557 738	3 932	10 561 670	21 897 886
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21			453 268	453 268	383 982
	22	36 796 998	36 765 074	10 995 500	47 760 574	60 754 448
						56 202 566

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 019 572	4 135 382	2 343 967	6 479 349	6 105 020
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 784 075	7 820 240	3 977 391	11 797 631	10 958 515
Traitement des eaux usées	25	1 912 712	2 001 238	3 254 240	5 255 478	5 186 537
Réseaux d'égout	26	5 717 670	6 254 559	5 035 614	11 290 173	10 821 583
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	27	5 586 278	5 676 259	921 964	6 598 223	5 623 133
Collecte et transport	28	4 685 734	4 771 516		4 771 516	5 720 405
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 745 436	1 809 895		1 809 895	1 633 883
Tri et conditionnement	30	1 430 122	1 483 487		1 483 487	1 339 278
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 017 986	983 304		983 304	943 399
Traitement	32	1 059 536	1 023 438		1 023 438	981 905
Matériaux secs						
Autres	33	639 222	564 686		564 686	611 553
34						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	7 000	144 693		144 693	156 841
Protection de l'environnement	38	1 268 272	1 277 670		1 277 670	1 039 788
Autres	39	172 210	216 186	106 673	322 859	294 047
40		36 045 825	38 162 553	15 639 849	53 802 402	51 415 887
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	3 386 500	2 127 326		2 127 326	2 481 592
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	130 200	125 000		125 000	125 215
44		3 516 700	2 252 326		2 252 326	2 606 807
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 748 136	6 181 243	320 991	6 502 234	5 961 133
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	375 000	87 930		87 930	1 281 049
Autres biens	47	1 960 000	1 229 740		1 229 740	757 567
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	5 047 328	5 013 232		5 013 232	5 017 244
Tourisme	49	516 013	483 186		483 186	816 469
Autres	50					
51		14 646 477	2 612 868		2 612 868	603 142
52			15 608 199	320 991	15 929 190	14 436 604

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
53 Centres communautaires	4 585 019	4 263 178	815 817	5 078 995	5 078 995	4 721 626
54 Patinoires intérieures et extérieures	3 539 127	3 638 133	45 919	3 684 052	3 684 052	3 299 155
55 Piscines, plages et ports de plaisance	2 068 807	2 037 451	68 657	2 106 108	2 106 108	1 887 715
56 Parcs et terrains de jeux	11 307 168	11 055 404	2 380 611	13 436 015	13 436 015	12 503 383
57 Parcs régionaux						
58 Expositions et foires	226 983	210 807	156 961	367 768	367 768	354 299
59 Autres	21 727 104	21 204 973	3 467 965	24 672 938	24 672 938	22 766 178
60						
Activités culturelles						
61 Centres communautaires	4 377 685	4 250 276	86 608	4 336 884	4 336 884	3 990 233
62 Bibliothèques	4 551 911	4 360 905	664 793	5 025 698	5 025 698	4 981 538
63 Patrimoine						
63 Musées et centres d'exposition						
64 Autres ressources du patrimoine						
65 Autres	200	135	173 167	173 302	173 302	168 479
66	8 929 796	8 611 316	924 568	9 535 884	9 535 884	9 140 250
67	30 656 900	29 816 289	4 392 533	34 208 822	34 208 822	31 906 428
68						
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
69 Intérêts	10 744 316	10 277 509		10 277 509	11 279 042	10 829 743
70 Autres frais	806 200	762 924		762 924	881 786	803 529
Autres frais de financement						
71 Avantage sociaux futurs	2 724 600	2 588 400		2 588 400	2 589 200	1 547 400
72 Autres	90 000	96 757		96 757	199 204	241 354
73	14 365 116	13 725 590		13 725 590	14 949 232	13 422 026
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	32 800 111	35 801 728 (	35 801 728)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Lévis. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Lévis a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de Lévis de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

André Matte

André Matte, CPA auditeur, CA
Vérificateur général de la Ville de Lévis

DATE 2014-04-25

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>182 695 526</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Dédulre		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>182 695 526</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	182 695 526
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>182 695 526</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	36 905 605
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	627 902
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>37 533 507</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>145 162 019</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>12 895 143 600</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>13 083 732 973</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>12 989 438 287</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>145 162 019</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>12 989 438 287</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] [1] , [1] [1] [7] [5] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	8 226 000	11 759 074	11 984 726
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 467 000	10 578 338	4 250 275
Usines et bassins d'épuration	3	640 000	1 168 085	460 022
Conduites d'égout	4	12 703 000	13 809 431	9 925 844
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	2 839 000	2 052 855	862 707
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	17 239 000	19 090 912	19 914 785
Ponts, tunnels et viaducs	7	181 000	60 747	106 465
Systèmes d'éclairage des rues	8	6 901 000	4 503	99 179
Aires de stationnement	9			74 513
Parcs et terrains de jeux	10	17 512 000	2 261 815	2 297 431
Autres infrastructures	11	5 848 000	3 258 234	735 559
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	6 006 000	9 914 223	2 963 605
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 615 000	1 745 681	2 841 951
Améliorations locatives	15		22 488	89 206
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		137 621	
Autres	17	2 819 000	994 814	4 947 605
Ameublement et équipement de bureau	18	1 942 000	1 061 754	1 048 050
Machinerie, outillage et équipement divers	19	868 000	3 051 856	1 996 190
Terrains	20	1 944 000	1 071 583	10 526 185
Autres	21	302 000		
	22	126 052 000	81 906 393	75 124 298

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		2 277 062	5 754 978
Usines de traitement de l'eau potable	24		550 348	2 368 662
Usines et bassins d'épuration	25		725 566	431 642
Conduites d'égout	26		3 477 199	3 440 839
Autres infrastructures	27		8 425 932	14 545 506
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		9 482 012	6 229 748
Usines de traitement de l'eau potable	29		10 027 990	1 881 613
Usines et bassins d'épuration	30		442 519	28 380
Conduites d'égout	31		10 332 232	6 485 005
Autres infrastructures	32		18 303 134	9 545 133
Autres immobilisations	33		17 862 399	24 412 792
	34		81 906 393	75 124 298

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	309 735 519	76 069 500	32 824 431	352 980 588
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	5 854 657	115 000	858 425	5 111 232
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	230 000	672 673	20 000	882 673
	7	315 820 176	76 857 173	33 702 856	358 974 493
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	769 301		456 900	312 401
Réserves financières et fonds réservés	10	3 061 435	554 062	1 103 232	2 512 265
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	83 457 632	1 301 443	8 403 290	76 355 785
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	188 542 558	58 883 611	18 983 675	228 442 494
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	275 830 926	60 739 116	28 947 097	307 622 945
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	39 876 646	16 118 057	4 729 339	51 265 364
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	112 604		26 420	86 184
	19	39 989 250	16 118 057	4 755 759	51 351 548
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	39 989 250	16 118 057	4 755 759	51 351 548
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	39 989 250	16 118 057	4 755 759	51 351 548
	26	315 820 176	76 857 173	33 702 856	358 974 493
Dettes en cours de refinancement					
	27	()			()
	28	315 820 176	76 857 173	33 702 856	358 974 493

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	525 213	524 451	524 451
Rénovation urbaine	19			508 698
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	525 213	524 451	524 451
				508 698

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Cadres et contremaîtres	1	125,60	35,00	13 039 371	3 895 473	16 934 844
Professionnels	2	100,44	35,00	7 581 298	2 391 343	9 972 641
Cols blancs	3	389,83	32,50	20 521 949	4 908 295	25 430 244
Cols bleus	4	326,03	40,00	18 387 155	4 729 982	23 117 137
Policiers	5	150,15	40,00	13 367 607	4 453 083	17 820 690
Pompiers	6	105,21	40,00	7 589 425	1 990 747	9 580 172
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	1 197,26		80 486 805	22 368 923	102 855 728
	9	16,00		1 261 512	250 738	1 512 250
	10	1 213,26		81 748 317	22 619 661	104 367 978

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec		Total
	Fonctionnement	Investissement	
Transport en commun	11		
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	533 473	1 741 801
Réseau de distribution de l'eau potable	13	50 747	1 490 014
Traitement des eaux usées	14	206 848	
Réseaux d'égout	15	57 497	951 501
Autres	16	17 566 340	1 582 617
	17	18 414 905	5 765 933
			Gouvernement du Canada
			3 323 370
			937 098
			206 848
			469 057
			625 408
			5 354 933
			29 535 771

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157 2 127 326	172	187	2 127 326	202	217	2 127 326	232	123 863	
Sécurité du revenu	158	173	188		203	218		233		
Autres	159	174	189	125 000	204	219	125 000	234		
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161 6 181 243	178	191	320 991	206	221	6 502 234	236	546 558	
Rénovation urbaine	162 1 317 670	177	192	1 317 670	207	222	12 075	237	431 690	
Promotion et développement économique	163 5 496 418	178	193	5 496 418	208	223	112 945	238	288 731	
Autres	164 2 612 868	179	194	2 612 868	209	224	333 945	239	75 474	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	165 15 608 199	180	185	320 991	210	225	15 929 190	240	1 342 453	
Activités culturelles	166 21 204 973	181	196	3 467 965	211	226	24 672 938	241	984 240	
Bibliothèques	167 4 360 905	182	187	664 793	212	227	5 025 698	242	155 456	
Autres	168 4 250 411	183	195	259 775	213	228	4 510 486	243	424 261	
Réseau d'électricité										
	169 29 816 289	184	199	4 392 533	214	229	34 208 822	244	1 563 957	
	170	185	200		215	230		245		
	171 193 847 033	186	201	35 801 728	216	231	229 648 761	246	13 725 590	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	870 240	910 048
Charges sociales	2	148 779	153 772
Biens et services	3	80 270 265	73 428 929
Frais de financement	4	563 828	631 549
Autres	5	53 281	
	6	81 906 393	75 124 298

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	15 245 828	10 172 580
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(1 200 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	14 045 828	10 172 580
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	6 375 242	10 651 768
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(309 198)	(368 333)
Activités d'investissement	6	(2 045 000)	531 842
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 254 138)	(2 863 794)
Réserves financières et fonds réservés	8	(5 663 500)	(3 000 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	228 239	121 765
	11	(5 668 355)	5 073 248
Solde à la fin de l'exercice	12	8 377 473	15 245 828
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	5 840 865	5 320 161
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	5 840 865	5 320 161
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(3 442 711)	(2 298 190)
Activités d'investissement	17	(39 900)	(44 900)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 254 138	2 863 794
Financement des investissements en cours	19	39 045	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	810 572	520 704
Solde à la fin de l'exercice	22	6 651 437	5 840 865
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	11 122 451	7 993 398
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	11 122 451	7 993 398
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 796 407	5 377 794
Activités d'investissement	27	(7 354 270)	(6 339 665)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	5 663 500	3 000 000
Financement des investissements en cours	29	713 711	1 090 924
	30	3 819 348	3 129 053
Solde à la fin de l'exercice	31	14 941 799	11 122 451

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (4 623 461)	(5 873 850)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 (18 358 947)	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (22 982 408)	(5 873 850)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 (2 063 100)	(1 507 500)
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	39 ()	()
	40 ()	()
	41 (2 063 100)	(1 507 500)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
	42 (2 731 060)	()
	43 (4 794 160)	(1 507 500)
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement	44 2 529 988	2 757 889
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45 2 958 801	
	46 5 488 789	2 757 889
Solde à la fin de l'exercice	47 (22 287 779)	(4 623 461)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (17 549 651)	(11 487 386)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (17 549 651)	(11 487 386)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 (3 926 139)	(4 849 576)
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52 (228 239)	(121 765)
Excédent de fonctionnement affecté	53 (39 045)	
Réserves financières et fonds réservés	54 (713 711)	(1 090 924)
	55 (4 907 134)	(6 062 265)
Solde à la fin de l'exercice	56 (22 456 785)	(17 549 651)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 503 453 709	490 553 104
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58 18 143 163	
Solde redressé au début de l'exercice	59 521 596 872	490 553 104
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	60	
	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62 23 740 291	12 900 605
Solde à la fin de l'exercice	63 545 337 163	503 453 709

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>8 165 947</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	2 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>10 165 947</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>10 165 947</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
Montant non réservé	1							
Montant réservé pour le service de la dette	8	1 039 976	9	10	11	356 971	12	777 834
	13							
	14	1 039 976	16	17	18	356 971	19	777 834
	20							
	21							
	22							
	23							
	24							
	25							
	26							
	27							
	28							
	29							
	30							
	31							
	32							
	33							
	34							
	35							
	36							
	37							
	38							
	39							
	40							
	41							
	42							
	43							
	44							
	45							
	46							
	47							
	48							
	49							
	50							
	51							
	52							
	53							
	54							
	55							
	56							
	57							
	58							
	59							
	60							
	61							
	62							
	63							
	64							
	65							
	66							
	67							
	68							
	69							
	70							
	71							
	72							
	73							
	74							
	75							
	76							
	77							
	78							
	79							
	80							
	81							
	82							
	83							
	84							
	85							
	86							
	87							
	88							
	89							
	90							
	91							
	92							
	93							
	94							
	95							
	96							
	97							
	98							
	99							
	100							
	101							
	102							
	103							
	104							
	105							
	106							
	107							
	108							
	109							
	110							
	111							
	112							
	113							
	114							
	115							
	116							
	117							
	118							
	119							
	120							
	121							
	122							
	123							
	124							
	125							
	126							
	127							
	128							
	129							
	130							
	131							
	132							
	133							
	134							
	135							
	136							
	137							
	138							
	139							
	140							
	141							
	142							
	143							
	144							
	145							
	146							
	147							
	148							
	149							
	150							
	151							
	152							
	153							
	154							
	155							
	156							
	157							
	158							
	159							
	160							
	161							
	162							
	163							
	164							
	165							
	166							
	167							
	168							
	169							
	170							
	171							
	172							
	173							
	174							
	175							
	176							
	177							
	178							
	179							
	180							
	181							
	182							
	183							
	184							
	185							
	186							
	187							
	188							
	189							
	190							
	191							
	192							
	193							
	194							
	195							
	196							
	197							
	198							
	199							
	200							
	201							
	202							
	203							
	204							
	205							
	206							
	207							
	208							
	209							
	210							
	211							
	212							
	213							
	214							
	215							

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[0] , [1] [9] [3] [5] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[0] , [0] [8] [1] [0] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	1 | 4 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 0 | 9	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 6	,	0 | 0	\$
					% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6		,		%

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe foncière générale (taux variés)			
Catégorie résiduelle et imm. agricoles			
Charny	,5162	1	
Lévis	,5162	1	
Pintendre	,5162	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,5162	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,5162	1	
St-Jean-Chrysostome	,5162	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	,4778	1	
St-Nicolas	,5162	1	
St-Rédempteur	,5223	1	
St-Romuald	,5162	1	
Catégorie 6 logements et plus			
Charny	,5985	1	
Lévis	,5985	1	
Pintendre	,5985	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,5985	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,5985	1	
St-Jean-Chrysostome	,5985	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	,5540	1	
St-Nicolas	,5985	1	
St-Rédempteur	,5985	1	
St-Romuald	,5985	1	
Catégorie immeubles non résidentiels			
Charny	2,4450	1	
Lévis	2,3919	1	
Pintendre	2,4748	1	
St-Etienne-de-Lauzon	2,4265	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	2,0094	1	
St-Jean-Chrysostome	2,4784	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	1,9396	1	
St-Nicolas	2,2149	1	
St-Rédempteur	2,5625	1	
St-Romuald	2,4060	1	
Catégorie immeubles industriels			
Charny	3,1510	1	
Lévis	3,0174	1	
Pintendre	2,8804	1	
St-Étienne-de-Lauzon	2,4620	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	2,5805	1	
St-Jean-Chrysostome	2,8215	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	2,1503	1	
St-Nicolas	2,5454	1	
St-Rédempteur	2,8550	1	
St-Romuald	2,9450	1	
Catégorie terrains vagues desservis			
Charny	1,0324	1	
Lévis	1,0324	1	
Pintendre	1,0324	1	
St-Étienne-de-Lauzon	1,0324	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	1,0324	1	
St-Jean-Chrysostome	1,0324	1	
St-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	,9556	1	
St-Nicolas	1,0324	1	
St-Rédempteur	1,0324	1	
St-Romuald	1,0324	1	
Taxe spéciale pour dettes ex-villes			
Charny	,0152	1	
Lévis	,0368	1	
Pintendre	,0114	1	
St-Étienne-de-Lauzon	,0603	1	
Ste-Hélène-de-Breakeyville	,0261	1	
St-Jean-Chrysostome	,0463	1	
St-Nicolas	,0172	1	
St-Rédempteur	,0306	1	
St-Romuald	,0945	1	
Eau (sans compteur)	145,0000	7	par logement
Eau (sans compteur)-Maison de chambre	36,0000	7	par chambre
Eau (sans compteur)-Gîte touristique	36,0000	7	par chambre
Tarif eau avec compteur	,5370	7	du mètre cube
Tarif eau avec compteur	2,4410	7	du mille gallons
Eau superficie 1 à 250 pieds carrés	57,0000	7	par local
Eau superficie 251 à 500 pieds carrés	125,0000	7	par local
Eau superficie 501 et plus pieds carrés	169,0000	7	par local
Egout et assainissement (sans compteur)	109,0000	7	par logement
Egout ass.(sans compteur)-maison chambr	27,0000	7	par chambre
Egout ass.(sans compteur)-Gîte touristiq	27,0000	7	par chambre
Tarif égout assainissement avec compteur	,4080	7	du mètre cube

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarif égout assainissement avec compteur	1,8550	7	du mille gallons
Egout ass.superficie 1 à 250 pieds carré	42,0000	7	par local
Egout ass.superficie 251 à 500 pieds car	96,0000	7	par local
Egout ass.superficie 501 et+pieds carrés	129,0000	7	par local
Déchets	136,0000	7	par logement
Déchets-maison de chambre	42,0000	7	par chambre
Déchets-Gîte touristique	42,0000	7	par chambre
Déchets non résidentiels			
Déchets-superficie 1 à 250 pieds carrés	54,0000	4	
Déchets-superficie 251-500 pieds carrés	118,0000	4	
Déchets-superficie 501-750 pieds carrés	138,0000	4	
Déchets-superficie 751-1000 pieds carrés	154,0000	4	
Déchet-superficie 1001-2000 pieds carrés	462,0000	4	
Déchet-superficie 2001 et + pieds carrés	930,0000	4	
Déchets - roll-off transport	136,0000	7	par voyage
Déchets - roll-off disposition	97,0000	7	par tonne métrique
Déchets - Chargement avant			
-Sans compacteur			
-2 verges cubes	697,0000	7	1 levée par semaine
-4 verges cubes	1 172,0000	7	1 levée par semaine
-6 verges cubes	1 644,0000	7	1 levée par semaine
-8 verges cubes	2 255,0000	7	1 levée par semaine
-Avec compacteur			
-2 verges cubes	1 831,0000	7	1 levée par semaine
-4 verges cubes	3 438,0000	7	1 levée par semaine
-6 verges cubes	5 043,0000	7	1 levée par semaine
-8 verges cubes	6 787,0000	7	1 levée par semaine
Le double du tarif à une levée			2 levées par semaine
2e collecte matière recyclable	538,0000	7	par année
Compensation pour services municipaux	,8000	1	art. 204 par. 12
Compensation pour services municipaux	,5000	1	art.204 par.5,10 et 11
Et autres taxes de secteur			

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	602 488 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2175, chemin du Fleuve
(no) (rue)
Saint-Romuald G6W 7W9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 839-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 839-5548
(ind. rég.) (numéro)

Courriel levis@ville.levis.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marcel Rodrigue

Téléphone (418) 839-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 835-8522
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mrodrigue@ville.levis.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Lemieux, Nolet, S.E.N.C.R.L

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 1610, boul. Alphonse-Desjardins, Bur.400
(no) (rue)
Lévis G6V 0H1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 833-2114
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 833-9983
(ind. rég.) (numéro)

Courriel raymond.godbout@ln.ca

Responsable du dossier Raymond Godbout, CA, CPA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom André Matte

Titre Vérificateur général

Adresse 2309, chemin du Fleuve
(no) (rue)
Saint-Romuald G6W 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 835-8565
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (ind. rég.) (numéro)

Courriel amatte@ville.levis.qc.ca

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marcel Rodrigue, trésorier , atteste que le rapport financier consolidé de Lévis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lévis consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lévis détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 19 694 922 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1175 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-25 14:17:53

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Lévis

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus							
Fonctionnement	1	221 526 885	223 276 042	237 164 691	29 087 098	250 245 326	
Investissement	2	16 161 995	28 190 000	24 699 008	3 765 329	28 464 337	
	3	237 688 880	251 466 042	261 863 699	32 852 427	276 709 663	
Charges	4	220 819 448	237 792 519	243 374 351	31 646 853	259 014 741	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	16 869 432	13 673 523	18 489 348	1 205 574	19 694 922	
Moins : revenus d'investissement	6 (	16 161 995 ) (	28 190 000 ) (	24 699 008 ) (	3 765 329 ) (	28 464 337)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	707 437	(14 516 477)	(6 209 660)	(2 559 755)	(8 769 415)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	32 800 110	32 800 111	35 801 728	4 356 353	40 158 081	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	4 057 737	5 810 000	2 731 060	349 140	3 080 200	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	22 856 692 ) (	25 368 990 ) (	26 442 384 ) (	2 748 675 ) (	29 191 059)
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	698 306 ) (	400 000 ) (	644 984 ) (	730 948 ) (	1 375 932)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 961 660)	1 675 356	(1 511 386)	(141 435)	(1 652 821)	
Autres éléments de conciliation	13	603 142	2 650 868	2 650 868	548 553	3 199 421	
	14	9 944 331	14 516 477	12 584 902	1 632 988	14 217 890	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	10 651 768		6 375 242	(926 767)	5 448 475	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	91 336 976	100 173 666	129 309 793	116 698 583
Autres	2	28 685 811	14 317 506	22 435 483	37 659 441
	3	120 022 787	114 491 172	151 745 276	154 358 024
Passifs					
Dette à long terme	4	285 078 233	304 932 502	354 727 691	312 326 837
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 944 300	1 302 800	1 265 700	2 914 400
Autres	6	81 073 631	87 165 903	102 142 709	117 467 213
	7	369 096 164	393 401 205	458 136 100	432 708 450
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(249 073 377)	(278 910 033)	(306 390 824)	(278 350 426)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	747 880 230	793 946 897	863 002 612	817 280 580
Autres	10	14 682 888	15 526 444	15 981 664	15 023 939
	11	762 563 118	809 473 341	878 984 276	832 304 519
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	15 245 828	8 377 473	9 830 314	19 109 750
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	16 963 316	21 593 236	25 066 372	21 030 898
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	4 623 461 ) (	22 287 779 ) (	23 025 718 ) (	23 168 128)
Financement des investissements en cours	15	(17 549 651)	(22 456 785)	(24 745 828)	(32 565 721)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	503 453 709	545 337 163	585 468 312	569 547 294
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	513 489 741	530 563 308	572 593 452	553 954 093

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ex-municipalités	19	575 282	735 889
- Affectation exercice suivant	20	2 047 339	2 344 322
- Excédent aff. Cession actifs	21	312 401	769 301
- Aff. projets act.fin.non term	22	3 716 415	1 991 353
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	6 651 437	5 840 865
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	1 492 636	2 014 440
	30	8 144 073	7 855 305
Réserves financières			
Fonds réservés	31	8 365 183	5 155 870
	32	8 557 116	8 019 723
	33	25 066 372	21 030 898

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	173 538 080	182 396 759	182 695 526	182 695 526	
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 910 966	7 009 487	7 209 195	7 146 688	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	13 232 744	14 697 312	18 414 904	22 303 571	
Services rendus	5	8 307 666	7 022 716	9 443 191	16 580 890	
Autres	6	19 537 429	12 149 768	19 401 875	21 518 651	
	7	221 526 885	223 276 042	237 164 691	250 245 326	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10	5 485 190	17 059 000	11 120 867	14 886 196	
Autres	11	10 676 805	11 131 000	13 578 141	13 578 141	
	12	16 161 995	28 190 000	24 699 008	28 464 337	
	13	237 688 880	251 466 042	261 863 699	278 709 663	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
Administration générale						
Évaluation	1	2 991 467	2 990 665	86 147	3 076 812	2 557 501
Autres	2	21 770 236	22 274 477	1 169 745	23 444 222	19 865 074
Sécurité publique						
Police	3	27 133 833	27 108 628	1 039 241	28 147 869	26 362 380
Sécurité incendie	4	15 697 732	14 487 298	2 157 722	16 645 020	14 109 713
Autres	5	1 371 124	4 381 524		4 381 524	1 305 405
Transport						
Réseau routier	6	26 125 532	26 207 336	10 538 300	36 745 636	33 920 698
Transport collectif	7	10 671 466	10 557 738	3 932	23 555 544	21 897 886
Autres	8			453 268	453 268	383 982
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	18 434 029	20 211 419	14 611 212	34 822 631	33 071 655
Matières résiduelles	10	16 164 314	16 312 585	921 964	17 234 549	16 853 556
Autres	11	1 447 482	1 638 549	106 673	1 745 222	1 490 676
Santé et bien-être	12	3 516 700	2 252 326		2 252 326	2 606 807
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	6 748 136	6 181 243	320 991	6 502 234	5 961 133
Promotion et développement économique	14	5 563 341	5 496 418		5 496 418	5 833 713
Autres	15	2 335 000	3 930 538		3 930 538	2 641 758
Loisirs et culture	16	30 656 900	29 816 289	4 392 533	34 208 822	31 906 428
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	14 365 116	13 725 590		13 725 590	13 422 026
Amortissement des immobilisations	19	32 800 111	35 801 728	(35 801 728)		
	20	237 792 519	243 374 351		243 374 351	234 190 391

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3